

Table des matières

Introduction.....	1
-------------------	---

Première partie

LA PRISE EN COMPTE PROBLÉMATIQUE DES DROITS DE L'HOMME PAR LES PILIERS DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

CHAPITRE I LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES ET LES APORIES DE LA LOGIQUE DE LA SÉPARATION	21
Section I Un cadre conceptuel et institutionnel secoué par l'émergence de nouveaux paradigmes.....	25
§1. – La référence sélective aux dogmes de la théorie économique et l'expulsion des droits de l'homme hors du champ du développement.....	25
§2. – La montée de nouveaux paradigmes du développement intégrant la prise en compte des droits de l'homme.....	38
A. Une évolution riche de virtualités pour une conception intégrée des droits de l'homme et du développement.....	47
B. Des incertitudes conceptuelles persistantes	53
§3. – Les réajustements du cadre d'intervention des institutions financières internationales : Changement réel ou simple effet d'annonce?.....	62

Section II Des interventions dont la conformité au droit international des droits de l'homme est discutable	74
§1. – La mise en cause de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits de l'homme.....	74
§2. – La mise en cause du principe de l'indépendance des États et des peuples	94
A. La portée évolutive du principe de l'indépendance des peuples ..	95
B. Les difficultés soulevées par la qualification des interventions des institutions financières internationales au regard du principe de l'indépendance des États et des peuples	102
C. Le renouvellement des termes du débat à la lumière de la crise des dettes souveraines	109
CHAPITRE 2 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE ET LES TURBULENCES DE LA LOGIQUE DE LA SUBORDINATION.....	119
Section I La régulation contentieuse des relations du droit de l'OMC et des droits de l'homme : La suprématie dosée du droit de l'OMC.....	128
§1. – L'existence de facteurs prédisposant le juge de l'OMC à faire prévaloir les impératifs commerciaux.....	130
§2. – L'usage d'une méthode de dosage des intérêts non exclusive de la suprématie du droit de l'OMC.....	143
Section II La régulation à travers la négociation : le risque du surplace.....	157
Deuxième partie	
LA SOUMISSION ALÉATOIRE DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES TRANSNATIONAUX AU DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME	
CHAPITRE 1 L'ENCADREMENT INÉGAL DES ACTIVITÉS DES AGENTS ÉCONOMIQUES TRANSNATIONAUX PAR LE DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME	177
Section I Les barrières évolutives opposées par le droit international des investissements aux droits de l'homme : étendue et limites	178
Section II Les ambiguïtés du thème de l'entreprise socialement responsable : des droits de l'homme à la carte?	209

§1. – Les références multiples aux droits de l’homme dans les principaux instruments de la responsabilité sociale des entreprises.....	213
§2. – L’impact encore limité de la responsabilité sociale de l’entreprise sur la protection des droits de l’homme.....	226
CHAPITRE 2 LA JUSTICIABILITÉ INCERTAINE DES DROITS DE L’HOMME À L’ÉGARD DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES	
Section I Le faible degré d’ouverture des systèmes nationaux au contentieux transnational des droits de l’homme	244
§1. – Le recours limité aux rattachements extraterritoriaux	245
A. Les actions pénales	245
B. Les actions civiles.....	258
1. Les actions civiles en droit américain : l’intérêt de l’ATS	258
2. Les actions civiles dans les systèmes nationaux d’autres pays : l’absence de compétence civile universelle	269
§2. – L’obstacle lié à la pluralité des personnes morales qui forment l’entreprise transnationale.....	275
Section II L’utilité limitée du recours au mécanisme de l’ordre public.....	286
Conclusion.....	297